

L'horreur politique

Par Paul Vaute

Son nom est Jacques. Il figure au nombre des victimes d'un de ces grands retards inutiles dont notre classe politique est féconde. Même avec ses dix années au compteur, la saga du pont de Tilff fait piètre figure devant celle de CHB qui dure, elle, depuis quarante ans.

Jacques serait frappé d'expropriation si un futur gouvernement wallon se décidait à construire, comme il en est question depuis le début des années '70, la trop fameuse liaison autoroutière Cerexhe-Heuseux/Beaufays. "J'ai 75 ans, explique-t-il, et j'attends une décision depuis l'âge de 35 ans pour décider du sort patrimonial de mes terrains improductifs situés dans cette zone de réservation. Et chaque année, je suis forcé de payer le précompte immobilier sur menace du ministère des Finances qui ne répond jamais aux réclamations en bonne et due forme qu'on lui introduit et qui s'en fout des grenouillages régionaux !" Pendant la législature précédente, 78 propriétaires tombèrent sous le coup d'une procédure d'expropriation. Depuis, comme on le sait, le parti Ecolo obtint, dans le cadre de l'accord de majorité, la mise au frigo du projet, après un simulacre de résistance du PS et du CDH trop heureux, en réalité, de faire porter aux verts le chapeau d'un renoncement à leurs yeux provisoire, pour cause de dèche financière régionale.

Et pour les citoyens concernés, quoi ? L'ex-ministre Lutgen (CDH), en charge des Travaux publics, annonça l'été dernier la fin des expropriations, concrétisée depuis. Par contre, la zone dite de réservation, fixée par le plan de secteur de 1987 et qui concerne encore une septantaine de propriétaires, n'a pas bougé d'un iota. En juillet 2011, le ministre Henry (Ecolo), qui compte l'Aménagement du territoire dans sa besace, annonça qu'il allait se concerter à ce propos avec son collègue Lutgen. Après, plus rien... En janvier dernier, répondant en commission du Parlement wallon au député Philippe

Dodrimont (MR), il promettait de se concerter avec... son collègue Di Antonio (CDH), successeur de Lutgen, à qui il fallait bien laisser le temps de s'installer. Et depuis ?... Renseignements pris par nos soins cette semaine auprès des deux cabinets concernés, il ressort que pour Henry, la balle est dans le camp de Di Antonio, puisqu'il est en charge des Infrastructures, et que pour Di Antonio, c'est Henry, comme responsable de l'Aménagement, qui doit proposer une modification du plan de secteur au gouvernement !

Des dizaines de personnes ou de familles lésées parce que leurs biens sont gelés, placées dans l'impossibilité de vendre, de louer, de construire, de faire quoi que ce soit depuis des décennies, cela n'empêche donc personne de dormir à Namur ? Que diraient-ils, ces ministres, s'ils devaient vivre des années durant dans la menace de voir un jour s'élever sur leur terrain un pilastre du futur viaduc autoroutier de Trooz ?

La vérité est un secret de polichinelle. Tacitement, les socialistes et les centristes humanistes ne se sont aisément résignés qu'à un repli tactique. Leurs ténors locaux continuent d'ailleurs de défendre bec et ongles ce chaînon manquant de 13 km dont Jean-Pierre Grafé (CDH), en recevant le Prix Notger mardi dernier, rappelait qu'il "devra tôt ou tard mais inévitablement, réaliser enfin le ring routier indispensable de l'agglomération liégeoise". C'est aussi, pour rappel, ce que préconise le Plan urbain de mobilité, au grand dam de Philippe Henry.

En attendant, le calvaire d'incertitude perdure pour ceux qui ont la malchance de se trouver au mauvais endroit. Qui s'en soucie vraiment ? Viviane Forrester dénonça naguère l'horreur économique. Le jour où toutes les victimes de l'horreur politique, les petits, les obscurs... s'indigneront massivement et pour de bon, notamment en ne votant pas comme il faut, il sera trop tard pour leur dire qu'on les a compris.